

L'opposition armée ouvre un bureau en Afrique du Sud

Pour sa part le PFP (Parti fédéral progressiste, opposition blanche libéral-sud-africaine), a estimé que le MNR « terroriste » n'avait pas sa place en Afrique du Sud et que sa présence était contraire à l'esprit de l'accord de Nkomati. Par cet accord, les deux pays avaient convenu mutuellement de ne pas aider les mouvements rebelles de l'autre pays signataire, le MNR pour l'Afrique du Sud et l'ANC (Congrès national africain, mouvement anti-apartheid clandestin) pour le Mozambique. Or le Mozambique a trouvé l'an dernier des preuves que cette aide au MNR dans un camp de guérilla dont les troupes gouvernementales s'étaient emparé.

Le gouvernement sud-africain apparaît divisé sur l'ouverture d'un bureau du MNR à Durban : selon le bureau chargé de l'information, il s'agit d'une violation de l'accord de Nkomati, ce que dément un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. L'ANC possède un bureau à Maputo, a relevé ce porte-parole et le gouvernement mozambicain ne considère pas cela comme une violation de l'accord.
